

« La valorisation des déchets plastiques » -exemple du Projet ZAZOU, Mauritanie-

Compte rendu de la rencontre jeunes professionnels du
29 juin 2010

Date : 29/06/2010

Lieu : Voltigeur, 59, rue du Faubourg Saint-Antoine

Animateur : Myriam Launay (Projection)

Intervenantes : Bénédicte Château (resp service propreté de la ville de Vincennes) et Alicia Tsitsikalis (GRET). Toutes deux ont travaillé sur le projet ZAZOU en Mauritanie

INTRODUCTION

Avant la tenue de son atelier sur les déchets à Ouagadougou les 5, 6 et 7 juillet 2010, Projection souhaitait organiser une rencontre sur le thème du recyclage plastique.

Il s'agissait de faire un zoom sur un projet déchets prenant en compte l'ensemble de la filière et organisant cette dernière sous forme de Groupement d'Intérêt Economique intégrant le caractère social. L'objectif était ainsi d'appréhender le projet dans ses dimensions institutionnelles, sociales, techniques, économiques et voir les contradictions qui peuvent surgir entre les différentes dimensions.

1- De quoi s'agit-il ?

En 2006, le Groupe de recherche et d'échange technologique (GRET), a initié un projet d'assainissement pour la création d'emploi et l'amélioration de l'environnement à Nouakchott (Mauritanie) grâce à la récupération et à la valorisation des déchets plastiques (Projet « ZAZOU », signifiant « sac plastique » en langue hassanya). Ce projet est cofinancé par l'Union européenne, l'OIF et diverses fondations (Veolia, Fondation Ensemble, Société générale, Michelham-). Sa première phase (2006-2009) a été menée en partenariat avec la LVIA (ONG italienne). La deuxième phase a débuté en 2010. C'est Alicia Tsitsikalis qui coordonnait ce projet de 2007 à 2009.

« ZAZOU » est né d'un projet d'assistance technique à la mairie de Toujounine pour la mise en place d'un service efficace de gestion des ordures ménagères, mis en œuvre avec la Région Ile-de-France dans le cadre de sa coopération décentralisée. Le projet avait pour objectif de renforcer les capacités communales de la commune de Toujounine (une des 9

communes de la Communauté Urbaine de Nouakchott en Mauritanie) dans la gestion des déchets.

Bénédicte Chateau a travaillé sur ce projet de gestion des déchets à Toujounine de 2005 à 2007.

Bénédicte a donc commencé par présenter le projet qu'elle a suivi à Toujounine. Ensuite, un film de 12 min, fait par ARTE sur le projet ZAZOU a été projeté...

2- Enjeux, problématiques

Le projet de Toujounine a débuté en 2004 avec des fonds de la Région Ile de France. Il consiste en la pré-collecte des ordures ménagères sur 1 des 9 communes de la CUN (Communauté Urbaine de Nouakchott) soit environ 75 000 habitants. Le projet prévoyait la mise en place d'une collecte auprès des ménages, le transfert des déchets dans un site intermédiaire avant d'être évacués dans une décharge finale contrôlée à 20km hors de la ville. Le service était alors financé par une taxe collectée auprès des habitants. Depuis 2007, la compétence de gestion des déchets de la ville a été retirée aux communes et confiée à l'entreprise Pizzorno qui assure ce service en Délégation de Service Public.

Le projet ZAZOU, qui a été identifié lors de ce projet, vise la réduction de la pollution ainsi que la création d'emplois pour les populations défavorisées, dans deux communes périphériques de Nouakchott (150 000 personnes), grâce à la récupération et à la valorisation des déchets plastiques, qui envahissent et polluent l'environnement urbain.

3- Actions et modes d'interventions

Un documentaire de 12 min a été réalisé par ARTE sur le projet ZAZOU.

Le film montre les activités du projet :

L'amélioration des revenus des habitants des quartiers sous équipés est prévue par le développement d'activités de sensibilisation et d'animation sur la préservation de l'environnement urbain avec l'implication des mairies, des coopératives de quartier et des communautés de femmes. Les actions sont structurées autour de trois axes :

- mise en place et gestion de la chaîne de recyclage (collecte, transformation des déchets et vente du plastique),
- campagnes de sensibilisation directes de la population pour l'inciter à ne pas jeter le plastique et à le confier aux femmes des coopératives.
- institutionnalisation du dispositif : définition d'accord avec les parties impliquées dans le projet, publiques et privées, et constitution d'un groupement d'intérêt économique composé de toutes les coopératives impliquées dans la collecte, qui gèrera l'unité de transformation.

4. Points clés du débat abordés

Les participants à la rencontre avaient de nombreuses questions pour Alicia et Bénédicte :

Q° : Pouvez-vous préciser l'organisation sociale du projet?

L'organisation prend la forme d'un GIE (Groupement d'Interêt Economique) regroupant 108 coopératives de femmes. Au total environ 1000 femmes sont mobilisées dans le projet.

Aujourd'hui la collecte des plastiques est en partie réalisée sur les sites de décharge et en partie auprès des habitants mais il faut intensifier les campagnes de sensibilisation pour inciter les gens à confier leurs déchets aux coopératives. Un marché « parallèle » s'est développé pour trier les plastiques avant de les jeter dans les poubelles ; le gisement de déchets plastiques est revendu ensuite aux femmes du GIE.

Q° : Y a –t-il des poubelles à Nouakchott?

Depuis la décision de privatiser le service de collecte en 2006, le prestataire a équipé la ville Nouakchott de poubelles.

Q° : Y a –t il des subventions d'ONG ?

Oui, l'investissement initial a été financé dans le cadre du projet. En revanche, les investissements sont amortis dans le business plan..

Aujourd'hui le projet n'est pas encore rentable car il n'y a pas de débouchés suffisants (actuellement production de 75T/an). La vente à l'export a été envisagée mais présente trop de contraintes (douanes, tarifs du transport, compétitivité...) pour être pérenne.

Q° : Quelle est la place des pouvoirs publics et des autres acteurs (Pizzorno, CUN) (étant donnée que la viabilité par le marché n'est pas acquise) ? Comment mobiliser les pouvoirs publics et organiser la gouvernance ?

Le projet a travaillé avec le Ministère chargé de l'environnement et avec la Communauté Urbaine de Nouakchott, notamment dans le cadre d'un séminaire sur les filières de recyclage à Nouakchott. Il y a une volonté affichée de s'orienter vers un plaidoyer contre les sacs plastiques. A terme, la taxation ou l'interdiction de l'utilisation des sacs plastiques sont envisagées.

Concernant le recyclage des plastiques solides, le centre est autonome juridiquement. L'appui des pouvoirs publics pourrait être d'appuyer les débouchés (via des incitations par les marchés publics par exemple).

Il faut aussi renforcer l'adéquation des produits du centre aux besoins du marché. Le marché est en demande de granulats divers alors que le gisement actuellement identifié est surtout constitué de granulats jaunes. Il existe entre 5 et 7 clients qui valorisent la production de granulats sous forme de tuyaux, de gaines électriques et de pièges à poulpes : la diversification des clients est à étudier pour viabiliser la filière.

Le conseil d'administration du GIE est composé de 12 femmes issues des 108 coopératives.

Q° Quels sont les éléments financiers sur l'équilibre (investissement/fonctionnement) du projet ?

Le CA en 2009 était d'environ 19 000 €.

100 % des investissements et 60% du fonctionnement des deux premières années ont été subventionnés (2 broyeurs). Ce subventionnement sera encore dégressif sur les deux prochaines années. Il y a des provisions pour les amortissements dans les bilans annuels, couverts par les recettes du centre. 15% des charges sont liées à la consommation de l'électricité. Plus de 70% environ sont liées aux rémunérations des femmes (collecte et traitement). La fiabilité de l'installation électrique est à améliorer.

Q° : Pourquoi le choix d'une coopérative ?

Le volet social était important pour bénéficier d'un financement européen. Le choix de travailler avec des coopératives féminines se justifie par deux éléments : d'une part, ce sont les femmes qui gèrent les questions d'assainissement dans les quartiers et d'autre part, les coopératives sont une forme d'organisation sociale bien implantée dans les quartiers.

Q° : La crise économique a-t-elle eu un impact sur le projet ZAZOU ?

Oui car le prix du recyclé est extrêmement lié au prix du pétrole (la matière recyclée coûte entre 50% et 70% du prix de la matière vierge). En décembre 2008, 2 grosses commandes ont été annulées, qui auraient considérablement modifié le bilan annuel !

Q° : Quelles compétences spécifiques le projet requiert-il ?

Il faut une forte équipe d'animation sur le terrain. Il faut aussi des personnes qui soient en mesure de développer des solutions innovantes et réalistes de valorisation de plastiques.

Q° : Gouvernance et corruption ?

L'accompagnement à la gestion a été important et la mise en place de procédures de contrôle a permis de sécuriser les transferts financiers. Il existe cependant des risques de gouvernance liés à la jeunesse du groupement et à une certaine méfiance des coopératives à l'égard du personnel du centre.

Q° : Existe-t-il un débouché pour les sacs plastiques ?

Un projet d'extrusion/compression pour la valorisation sous forme de planches (diverses applications : mobilier urbain, construction,...) est en cours d'étude. Ce procédé est déjà opérationnel au Burkina.

La discussion continue !

<http://www.reseauprojection.org/>

info@reseauprojection.org

Pour aller plus loin :

- Plaquette de présentation de la phase II du projet ZAZOU ci-joint

Etaient présents à cette rencontre :

- 1- **CHATEAU** Bénédicte, Ville de Vincennes
- 2- **TSITSIKALIS** Alicia, GRET
- 3- **DE COMBRET** Cécile, ASTEE
- 4- **AUBRY** Marie-Armelle, AESN
- 5- **LAUNAY** Myriam, Projection
- 6- **NAULET** Frédéric, GRET
- 7- **BURKHART** Gilles, Fondation Ensemble
- 8- **GOUJON** Lionel, AFD
- 9- **HERMANT LAGRANGE** Jean-Hugues, Fondation Veolia
- 10- **LUCAS** Johann, Droit à l'Energie